

Idée reçue

L'Europe doit sa liberté aux États-Unis

Du rôle des États-Unis pendant la seconde guerre mondiale on retient souvent le débarquement allié de Normandie, qui permet de consacrer le pays comme "libérateur de l'Europe". On oublie ainsi qu'entre 1939 et 1941 Washington préférait la neutralité et l'isolationnisme au "combat pour la liberté".



La Conférence de Yalta de 1945, par Agan Harahap, 2011. - Cet artiste revisite l'histoire en intégrant des personnages de la culture populaire dans les images qui ont construit notre mémoire collective. - © Agan Harahap.

Au fil des victoires idéologiques de la droite, deux idées reçues se sont enracinées. La première postule l'existence d'une complicité historique entre "les deux totalitarismes du XXe siècle", fasciste et communiste.

► lire "Tous les totalitarismes se valent".

D'elle découle le sentiment (erroné) que l'armée américaine, pas soviétique, le débarquement en Normandie, pas les batailles du front de l'Est, auraient joué un rôle décisif dans l'écrasement du III^e Reich. Hollywood a amplifié cette illusion : Sergueï Eisenstein eût-il vécu à l'époque de Steven Spielberg, avec un public comparable, les images et les perceptions auraient sans doute été transformées.

Captain America - Captain America, personnage de comics créé en 1940 par Jack Kirby et Joe Simon pour exalter le patriotisme de la jeunesse américaine. - © source : Marvel/DR.

L'autre idée reçue décrète qu'un lien d'airain existerait entre les "démocraties occidentales" et le combat universel pour la liberté. C'est en raison de ce mythe historique que chaque crime de masse commis sur la planète suscite l'interrogation rituelle des grands médias et des puissants esprits :

"Mais que fait l'Occident ?"

En vérité, il fait ce qu'il a toujours fait : il défend ses intérêts au moment précis où ceux-ci sont directement mis en cause.



C'est en 1973, pas du temps de Mathusalem, que les Etats-Unis appuyèrent le coup d'Etat militaire d'Augusto Pinochet au Chili contre un gouvernement d'unité populaire ; en 1977 que le président James Carter déclara son "amitié personnelle" pour le chah d'Iran qui, selon lui, bénéficiait "de

l'admiration et de l'amour de son peuple" ; en 2010 que le directeur général du Fonds monétaire international, Dominique Strauss-Kahn fit du régime du dictateur tunisien Ben Ali un "bon exemple à suivre" pour les pays de la région ; en 2013 que le secrétaire d'Etat américain John Kerry estima qu'en dépit de leur massacre d'un millier de manifestants islamistes les généraux égyptiens avaient "indiqué" qu'ils entendaient "rétablir la démocratie" dans leur pays.



Manifestation, le 10 septembre 2013, à Santiago du Chili en mémoire des victimes de la dictature, à l'occasion du 40e anniversaire du coup d'Etat du général Pinochet.

Et les choses ne se sont pas présentées différemment quand se joua la liberté du monde. Car, même entre 1939 et 1941, lorsque le pacte germano-soviétique donna un semblant de consistance à la thèse conservatrice des deux totalitarismes jumeaux et complices, que firent les Etats-Unis, futurs parrains du "monde libre" ? Beaucoup moins connue que l'autre, cette histoire-là aussi est édifiante...

Un héros national américain reçoit une décoration des mains d'un nazi.

En mai 1939, Adolf Hitler s'est emparé de toute la Tchécoslovaquie. Pourtant, le Congrès des Etats-Unis refuse alors d'amender la "loi de neutralité" américaine interdisant toute vente d'armes à un pays menacé par l'Allemagne. Selon les mots d'un sénateur démocrate influent,

"la situation en Europe ne paraît pas justifier une action urgente"...

Le 3 septembre 1939, l'urgence s'est-elle enfin précisée à Washington, dès lors que la France et le Royaume-Uni viennent enfin de mettre un terme à leur politique d'apaisement envers Berlin ? Eh bien toujours pas. S'adressant à ses compatriotes, le président Franklin D. Roosevelt leur annonce qu'il

"souhaite et prévoit que les Etats-Unis se tiendront à l'écart de cette guerre".



Le 5 février 2003, devant le Conseil de sécurité des Nations unies, le secrétaire d'Etat américain Colin Powell défend la nécessité d'une intervention militaire en Irak. Il présente alors des preuves falsifiées visant à démontrer que Bagdad possède des "armes de destruction massive". - © Mark Garten/UN Photo.

Quelques jours plus tard, Charles Lindbergh prend à son tour la parole dans un grand discours radiodiffusé. Héros national, premier homme à avoir franchi l'Atlantique en avion, sans escale et en solitaire, Lindbergh a reçu, l'année précédente à Berlin, une décoration allemande des mains du chef nazi Hermann Göring.

Sa plaidoirie isolationniste ("*L'Amérique d'abord*") suscite un engouement immédiat aux Etats-Unis.

Des millions de télégrammes, lettres, cartes déferlent sur les élus américains tentés de voler au secours du peuple anglais.

Amer, Winston Churchill observera plus tard que, jusqu'en avril 1940, les responsables américains étaient

"tellement sûrs que les Alliés l'emporteraient qu'ils ne jugeaient pas qu'une aide serait nécessaire. Là, ils sont tellement certains que nous allons perdre qu'ils ne la jugent pas possible".

Une fraction de la droite américaine réserve son énergie au combat contre le *New Deal*. Une autre, inspirée par les mots de Lindbergh,

"préfère cent fois être alliée avec l'Angleterre ou même avec l'Allemagne, malgré tous ses défauts, qu'avec la cruauté, l'athéisme et la barbarie de l'Union soviétique".

Le futur président Harry Truman a fait son choix lui aussi :

"Si nous voyons que l'Allemagne gagne, nous devons aider la Russie ; mais si c'est la Russie qui gagne, nous devons aider l'Allemagne, afin qu'ils s'entre-tuent au maximum."

En définitive, c'est l'Allemagne qui, par solidarité avec son allié nippon, décidera, le 11 décembre 1941, de déclarer la guerre aux Etats-Unis, dont la flotte vient d'être détruite, le 7, à Pearl Harbor. A l'époque, l'armée nazie se bat depuis près de six mois aux portes de Moscou...

☐ Serge Halimi

Directeur du Monde diplomatique.

Auteur de l'ouvrage *Le Grand Bond en arrière*, Agone, 2012.